

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.60 26 mai 1967 2^e année N° 11

Que va faire l'Europe pour l'avenir de 520 millions d'hommes en Inde ?



Nations unies

Est-ce notre affaire, Mesdames?

Notre beau jardin d'enfants

On se flatte aujourd'hui d'avoir acquis des méthodes d'éducation supérieures, scientifiques pourrait-on dire, basées sur l'étude de la psychologie, la connaissance des mécanismes humains et autres notions savantes.

On en discute. On dépense beaucoup en recherches. On questionne les psychiatres. On réunit les parents pour leur enseigner ce nouvel ABC. A la radio, on donne aux mères qui ne savent par quel bout prendre leur rejeton l'occasion de poser leurs questions à des sommités en la matière. D'ailleurs à ce propos, j'ai été étonnée, inquiète même, d'entendre certaines questions posées qui auraient pu si facilement être résolues par les parents eux-mêmes avec la moindre dose de bon sens. A refuser ainsi tout effort, à s'en remettre aux autres pour de simples responsabilités de tous les jours, ne nous préparons-nous pas des lendemains de dictature sur toutes sortes de questions?

En tout cas, les conseils, les cours, les livres à ce sujet foisonnent. Est-ce parce que nos enfants sont plus difficiles que ceux de jadis? Ont-ils plus de germes de rébellion ou sont-ils plus vulnérables aux complexes?

A lire les journaux ces dernières semaines, je me demande si ce ne sont pas plutôt les adultes qui sont sur la sellette. Sans doute, allons-nous chercher midi à quatorze heures parce que nous, dignes représentants d'une espèce civilisée riche en expériences, nous nous conduisons comme de sots gamins. C'est nous qui aurions bien besoin à l'occasion de parents avec le courage de nous administrer les corrections nécessaires sans craindre de nous susciter des complexes!

Regardons un peu ce qui se passe dans ce monde des adultes. Entre certains pays, on a perpétuellement l'impression que l'un attend, espère presque, que l'autre provoque un incident pour pouvoir se précipiter vers maman (en l'occurrence l'opinion mondiale ou celui que d'aucuns appellent à juste titre l'oncle Thant) en criant: « Il m'a pincé, le vilain! » Ailleurs, les partis d'opposition ressemblent au bébé qui ne sait encore que dire: « non, non »

en repoussant sa cuillère: ils disent non à ce qui est bon pour le pays, peut-être même à ce dont ils ont envie, juste pour prouver qu'ils sont... adultes sans doute!

Parmi les hommes politiques que l'on voudrait respecter et soutenir, ne vous croyez-vous pas parfois à l'école maternelle, où les gosses en viennent aux mains quand ils ne sont pas contents. Les recours à la violence qui marquent notre époque, au près et au loin ne sont sûrement pas au niveau du certificat d'études. Quant à provoquer les autres pour voir jusqu'où l'on pourra aller, quitte à faire des martyrs glorieux pour notre cause, cela ne prouve guère plus de réflexion que les chahuts des bancs d'école.

Et si la grève a permis au prix de lourds sacrifices de briser un étau d'injustice, où en sommes-nous maintenant? Je ne peux pas oublier la figure de ce vieux docker algérien à la télévision. Si quelqu'un avait lieu de se plaindre de conditions et de salaires minables, c'était bien lui. A la question « Avez-vous fait des grèves pour obtenir des améliorations? », il répondit: « Certainement pas. Nous ne voudrions pas faire ça à notre pays qui est indépendant depuis si peu et qui a tant de problèmes à résoudre. » Pendant ce temps nous, qui ne sommes tout de même pas tellement à plaindre, disons en tapant du pied: « Si vous ne beurrez pas mieux nos tartines, nous faisons la grève, na! » Est-ce réellement la meilleure manière de nous faire remarquer que nos imaginations et nos cœurs puissent produire? N'est-ce pas la marque d'une pensée centrée sur nous-mêmes et sur nos droits, îlot dans un monde qui a faim? Ne nous berçons pas d'illusions, nos prix et nos salaires spiraleront à qui mieux mieux tant que nous n'aurons pas provoqué une vague de désintéressement dans notre pays. Parce que nous voulons préserver notre égoïsme, nous ne voyons pas d'autres moyens d'action que la violence et le chantage. L'élément qui fait cruellement défaut — et qui n'est pas sorcier — est notre foi dans le changement de la personne égoïste, accompagnée d'une bataille acharnée pour le réaliser.

Nos enfants ne sont pas différents de nous, ils obéissent aux mêmes ressorts intérieurs. Je dirais même qu'ils ont tendance à saisir plus vite que nous la différence entre le bien et le mal et la dynamique du changement. Si nous nous conduisons et nous traitons les uns les autres en adultes, nous pourrions les traiter de même, sans tellement de complications pédagogiques.

La recette de la quinzaine

Omelette norvégienne

1 biscuit rond, pas trop haut (génoise ou votre recette habituelle),

quelques cuillerées de confiture,

4 dl de glace à la vanille,

5 blancs d'œufs et 250 gr de sucre battus en meringue bien ferme.

Placez sur un plat rond pouvant passer au four le biscuit, qui isolera la glace de la chaleur. Mettez une couche de confiture, puis de la glace en pyramide. Recouvrez de meringue et lissez au couteau.

Mettez aussitôt à four très chaud pour 3 à 4 minutes afin de dorer la meringue sans que la glace ne soit atteinte.

Servez immédiatement.

Un père de famille me disait l'autre jour qu'il avait mis son orgueil de grande personne en poche pour raconter à sa fille de douze ans certaines difficultés qu'il avait eues. Il avait été un peu refroidi par l'absence totale de réaction ou même d'intérêt de la part de celle-ci. Pourtant, le lendemain, elle était venue à lui: « J'aimerais te parler, papa. » Elle avait avoué que depuis plusieurs semaines elle trichait en classe et n'osait en parler.

« Maintenant je suis libre », avait-elle lancé joyeusement en s'envolant.

Chiche que nous quittions le jardin d'enfants de nos réactions! Au fond nous ne risquons pas grand-chose, tout au plus de déclencher la même maturité chez d'autres, y compris nos propres galopins; et ils découvriraient avec nous qu'il y a des horizons plus intéressants dans la vie que le très adulte Sport-Toto, les crocs en jambe ou l'assiette à bouillie.

JACQUELINE

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions Théâtre et Films de Caux S.A.

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

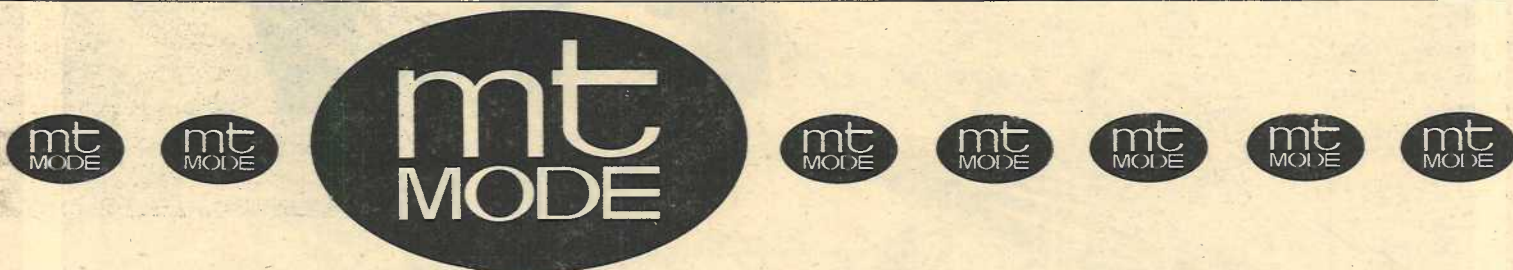
Autres pays Fr. 18.—

France : 20 F, à verser par mandat de versement international

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux



Le spécialiste
du vêtement féminin

la maison du tricot sa

lausanne genève neuchâtel fribourg chaux-de-fonds basel zürich

Pourquoi l'Europe ?

EN 1950, quand Robert Schuman avait présenté à Konrad Adenauer des propositions en vue d'instaurer une *communauté* charbon-acier entre la France et l'Allemagne, ouverte à d'autres pays européens, il n'avait pas en vue uniquement l'harmonisation des intérêts économiques. Il voulait d'abord rendre le retour de la guerre impossible en Europe en mettant en commun les ressources qui permettent la fabrication des armements ; mais il entendait, ensuite, dès le départ de l'aventure européenne, établir un esprit communautaire tel, que l'Europe « soit à même de contribuer, efficacement et dans l'immédiat, aux besoins de l'humanité en réponse aux aspirations nouvelles des peuples ».

Il y avait alors dans la naissance de la Communauté européenne un extraordinaire acte de foi, une option audacieuse, une décision politique courageuse. Cette audace surpris les peuples en suscitant un incontestable écho. Car il fallait tourner la page d'une histoire séculaire marquée de haine et de guerres entre des peuples qui s'étaient heurtés sur les champs de bataille. Pour que la raison triomphât, il fallait faire appel au cœur.

C'est le mérite extraordinaire d'un Adenauer, d'un Schuman, d'un de Gasperi... d'un de Gaulle aussi, d'avoir su ouvrir une étape nouvelle de l'histoire. Certains des « auteurs du drame » ont dit ailleurs ce qu'il leur en avait coûté de s'engager sur cette voie.

Or, il ne faut pas se le dissimuler, avec le passage des années la construction de l'Europe est devenue de plus en plus, aux yeux de l'opinion publique, un objet de « marathons nocturnes entre technocrates ». Il serait certes injuste de ne voir que cela ; une véritable solidarité européenne s'est créée, des réflexes communautaires se sont établis, ceux-là mêmes qui ont permis à M. Jean Rey de présenter un front des « Six » sans faille dans les négociations du « Kennedy Round » à Genève. Mais on ne peut s'empêcher de penser que la récente démarche britannique, pour ne citer que cet exemple, dont l'intérêt économique et l'opportunisme politique semblent être les seuls ressorts, mériterait de s'inscrire dans un plus large dessein. De même, les raisons qu'aurait la Suisse de s'associer au Marché commun seraient bien pauvres si elles ne résultaient que d'une prise de conscience soudaine par le « Vorort » des dangers de l'isolement économique. L'Europe ne se construira jamais par l'addition des égoïsmes nationaux. Il y a un prix à payer pour construire l'unité, que ce soit entre les individus ou entre les pays : le changement d'attitude, qui permet de placer le bien commun au-dessus des intérêts particuliers. Mais nous irons plus loin. L'unité de l'Europe en soi n'est plus un but suffisant. En fait, il pourrait être terriblement égoïste s'il n'était tourné vers l'extérieur. L'Europe ne se fera qu'à une condition : qu'elle prenne conscience du rôle qu'elle doit jouer dans le monde.

Les nations échouent parce qu'elles tentent désespérément de combattre l'apathie morale par des plans économiques. La crise matérielle peut masquer le matérialisme et l'effondrement moral qui en sont la cause. Tant que nous ne nous attaquerons pas à la nature humaine, totalement, radicalement, à l'échelle de la nation, les peuples continueront fatalement à suivre la route historique qui mène à la violence et à la destruction.

Le problème n'est pas simplement un rideau de fer qui sépare les pays, mais l'égoïsme d'acier qui sépare les hommes et les coupe de l'autorité de Dieu. Fer et acier fondent lorsque les hommes écoutent Dieu et Lui obéissent.

FRANK BUCHMAN

Concrètement, nous aimerions proposer que tous les peuples européens s'unissent pour prendre à cœur l'avenir des 600 millions d'hommes qui vivent dans le subcontinent indien. Bien sûr, il s'agit de répondre à la faim qui menace l'existence même de ces hommes ; mais il s'agit aussi de sauvegarder la liberté de ces peuples où la démocratie est mise à la plus rude épreuve de l'histoire.

Quoi qu'on en dise, l'avenir de l'Asie sera décidé bien davantage dans les villes et villages de l'Inde que sur les champs de bataille du Vietnam.

La tâche est surhumaine. Elle ne peut être entreprise et menée à bien qu'avec l'aide de Dieu. Devant son ampleur, devant le défi qu'elle nous lance, le cœur de l'Europe se mettra à battre à l'unisson.

Le mouvement ouvrier face à l'avenir

par William Jaeger

William Jaeger est né dans un quartier ouvrier de la banlieue de Manchester. Son père était artisan. Dès son jeune âge, et spécialement pendant la crise des années trente, il a connu le côté ardu de la condition ouvrière. En 1938, il était aux côtés de Frank Buchman lorsque celui-ci lança le Réarmement moral dans l'Est de Londres. Cette rencontre lui donna la conviction que le dynamisme du mouvement ouvrier, loin de contribuer à diviser le monde, était capable de l'unir. C'est à cette tâche qu'il s'est dès lors consacré. M. Jaeger est une autorité sur les questions syndicales et sociales. Voyageur infatigable, il a parcouru les cinq continents et il s'est fait partout l'ami des dirigeants ouvriers aussi bien que des milliers de travailleurs. Le texte ci-dessous est extrait d'une de ses récentes conférences faite en Australie.

LE mouvement ouvrier international est au point crucial de son histoire. Plus puissant qu'il n'a jamais été, il est aussi plus divisé que jamais.

La Confédération des syndicats libres (CISL) comprend 94 millions de membres qui se recrutent dans 75 pays. La Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste, dit avoir 140 millions d'adhérents, dans 90 pays. La Confédération des syndicats chrétiens, 10 millions dans 40 pays. Quant aux partis communistes, ils ont pouvoir sur un tiers de l'humanité.

Ce sont là les masses du monde. Elles sont organisées, mais divisées. Vers quoi se dirigent-elles ? Voilà une question qu'il est essentiel de se poser car elles détiennent une puissance énorme.

Le mouvement ouvrier a-t-il des objectifs assez grands pour rallier toute l'humanité, pour enrôler les communistes et les non-communistes ? Un de ces grands objectifs pourrait être de nourrir le monde. Ni le capitalisme, ni le communisme n'ont été jusqu'ici capables de le faire. Et pourtant, il serait techniquement possible de faire disparaître la famine de la surface de la terre.

Il y a des programmes d'aide, dira-t-on. Mais si souvent, parce qu'on ne s'attaque pas à l'égoïsme et à la corruption, ces programmes n'ont pas l'efficacité escomptée.



Parlant au Congrès de l'Internationale socialiste l'an dernier, le premier ministre de Suède disait : « Il est urgent que les socialistes repensent leurs objectifs. Voyons la réalité en face : le monde est devenu solidaire et le temps où l'on pouvait discuter des problèmes des autres est révolu. Aujourd'hui il s'agit de nos problèmes et c'est à nous de les résoudre. » Peut-on en déduire que certaines des idées

(Suite page suivante)

Les fruits de qualité
Les légumes toujours frais
s'achètent chez

PITTELOUP
CLARENS

Tél. 61 41 41 / 42 / 43

Le monde ouvrier (suite)

chères au mouvement ouvrier sont dépassées ? Le vieil antagonisme entre la droite et la gauche est-il encore valable ? De même, l'antagonisme entre communisme et anticommunisme n'est-il pas de plus en plus dépassé ?

Devant les multiples formes de socialisme que l'on rencontre aujourd'hui, beaucoup se demandent d'ailleurs si les socialistes sont encore socialistes. Et depuis l'apparition du conflit sino-soviétique, beaucoup se posent légitimement la question : qu'est-ce qu'un communiste ?

Quiconque brigue la direction d'un pays doit être capable d'unir la gauche et la droite en leur proposant un programme commun. Des chefs qui ne savent pas faire cela ne sont plus à la hauteur des problèmes que pose l'époque actuelle.

Dans cette perspective, les dirigeants du monde du travail sont-ils à la hauteur ? Ou bien sont-ils dogmatiques, comme ils ont souvent accusé l'Eglise de l'être ? Sont-ils persuadés d'avoir toujours raison et que leurs adversaires ont toujours tort ?

Soyons honnêtes ; la plupart des responsables ouvriers, comme les patrons, ne se préoccupent guère que de leur situation, locale ou nationale. Très peu pensent au monde et à ses besoins.

Les réactionnaires d'aujourd'hui

Peter Howard qui fut responsable de l'action mondiale du Réarmement moral disait : « Sauver la société occidentale de la déchéance morale et la société communiste des contradictions inhérentes à sa propre dialectique, voilà notre tâche. Nous voulons une révolution qui fonctionne. Les vrais réactionnaires et les fascistes de notre époque sont ceux qui, dans une ère atomique, veulent refaire la société en faisant payer le prix à quelqu'un d'autre : une autre classe, une autre race, un autre pays. »

Le Réarmement moral, en dehors de toute politique, offre une nouvelle conception morale et idéologique valable pour toute l'humanité. Il réclame un changement dans les relations économiques, sociales, raciales, nationales, basé sur le changement des individus.

De cette manière, les défenseurs des grands principes appliqueront d'abord à eux-mêmes les idéaux qu'ils proclament.

Une transformation des hommes qui transforme les peuples et les relations entre les peuples, voilà la prochaine étape du développement historique pour le monde communiste et le monde non communiste.

Si d'ici à la fin de ce siècle, le syndicalisme apprend à transformer le comportement des hommes aussi bien qu'il a su transformer leurs conditions sociales et économiques depuis le début du siècle, alors il créera le monde nouveau auquel la plupart de ses chefs aspirent et qui est certainement l'espérance de toutes les familles ouvrières du monde.



CITERNES

Schweisswerke Steffisburg S. A.

3612 Steffisburg / BE
Tél. (033) 2 83 83

Tribune du monde

Par-delà les divisions, créer l'Europe

Une région test, le Sud-Tyrol

par notre correspondant à Rome

Renfermé dans l'écrin vert de ses montagnes, Bolzano est le chef-lieu d'une région contestée. Depuis vingt ans, les habitants du Tyrol méridional attendent une solution satisfaisante pour leur région car trop souvent l'explosion de charges de plastic et le crépitement des armes des francs-tireurs déchirent le silence des nuits printanières.

Bolzano — à la tombée de la nuit, les rues se font désertes, alors qu'aux croisées les miliciens en gris-vert préparent leurs mitraillettes. En face de la gare, dans un grand hôtel aux fenêtres aveugles, les agents de la Sûreté sont réunis chaque nuit, prêts à intervenir à la moindre alarme. Le long de la voie ferrée qui relie l'Italie et l'Autriche, les troupes alpines patrouillent, surveillant mètre par mètre le long ruban métallique. Et pourtant, dans ce coin privilégié de l'Europe, où la langue et la culture de Dante et celles de Goethe sont censées s'amalgamer et se compléter, les hommes de bonne volonté ne manquent pas. En dépit des divisions, en dépit du sang versé, la vallée de l'Adige reste une terre d'espérance.

Nous avons rencontré Silvius Magnano, président du gouvernement provincial et chef du « Südtiroler Volkspartei », qui défend les intérêts, la culture et la langue de la communauté de souche allemande. Magnano est un homme de caractère, respecté par ses adversaires de bonne foi, un homme qui ressent profondément le drame de sa terre. Dans sa jeunesse, il fut officier de l'armée italienne et fit partie de la garde du roi. Les accords passés entre l'Allemagne nationale-socialiste et l'Italie fasciste le mirent devant un dilemme angoissant. Il opta pour ceux qui parlaient sa langue et il perdit une jambe à la guerre en combattant dans les rangs de la « Wehrmacht ». Après la guerre, redevenu citoyen italien, il se lança dans la politique pour défendre les droits de son peuple. « Nous devons trouver une solution m'a-t-il dit — et son visage terreux et creusé m'a semblé indiquer le désir profond d'un remède — nous devons trouver une solution coordonnée, valable et efficace au problème du Tyrol du Sud, une solution qui donne à tous l'assurance de la paix et du progrès. »

Il faut trouver un contrepoison

Hommes de bonne volonté... Ils le sont, des hommes comme Alberto Mutolo, directeur de la Chambre de commerce, qui a le souci du développement économique de cette région divisée. Il a comparé le dilemme de la vallée de l'Adige à celui qui ensanglante le Vietnam. « Deux problèmes : l'un de dimension mondiale par le danger d'extension du conflit à d'autres Etats ; l'autre de dimension beaucoup plus modeste mais qui, depuis des années, empoisonne les rapports entre des hommes qui vivent sous le même toit, compromettant leur avancement civil, économique et social. La solution serait-elle la même pour les deux ?... »

A Bolzano, le sous-commissaire du gouvernement, Luigi Masci, représente l'autorité de Rome. Sa tâche est certes des plus ingrates. Il nous reçoit dans l'atmosphère sévère de son bureau : meubles Renaissance, portrait du président Saragat, drapeau tricolore. Il parle d'un problème qui est devenu le sien avec une compréhension posée : « La solution ne viendra certes pas d'elle-même. Pour résoudre les problèmes qui nous occupent, il faut les instruments, les moyens spirituels indispensables : une foi certaine, une bonne dose de courage, une patience infinie, une maîtrise de soi à toute épreuve et par-dessus tout, beaucoup, beaucoup de bonne volonté. »

Une solution à portée de main ?

Récemment, le Conseil régional se réunissait à Bolzano. C'est au cours de la session que j'ai pu rencontrer l'avocat Bertorelle, vice-président de ce conseil et représentant démocrate-chrétien de la communauté de langue italienne. Bertorelle est un homme serein et décidé, conscient qu'aucune alchimie politique ne pourra ébranler sa conviction que la formule pour débrouiller de façon équitable les problèmes compliqués et retors provenant des disputes humaines ne peut se trouver que dans le respect mutuel, l'amitié entretenue, la reconnaissance de ses propres torts, la condamnation unanime de la violence et de la haine.

« On discute depuis des années : tous ceux qui affirment être de bonne volonté doivent maintenant en donner la preuve. Une issue est possible, elle est à portée de main. Les catholiques des deux groupes ethniques doivent témoigner de leur foi en étant franchement décidés à trouver l'entente. Les socialistes doivent témoigner concrètement de leurs idées de dépassement des nationalismes mesquins. Nous devons penser à l'avenir, aux tâches qui nous attendent, à une reprise du travail après cette longue période de discordes qui ont bloqué tout progrès économique, social et culturel. »

« Il faudra à l'avenir une vie commune ordonnée, facilitée par des lois bien faites tenant compte de la situation particulière de notre territoire. Mais, plus que des lois, il faut avant tout une bonne dose d'esprit de solidarité, de courage, d'amour et de conviction. »

Oui, à Bolzano, il n'est pas trop tard. Les décisions d'hommes comme Magnano et Bertorelle, comme Masci et Mutolo — et tant d'autres encore — peuvent transformer cette région plaie en une région pilote pour l'Europe en formation. Telle est la destinée du Tyrol du Sud.

Alors que je quittais Bolzano, le soleil couchant rougissait les cimes vertes des collines où les hommes en armes se préparaient à la longue attente de l'aube. Car l'aube arrive toujours, mettant fin aux nuits les plus longues.

FRED LADENIUS

Ne décourageons pas les Anglais

par notre correspondant à Paris

A QUOI aboutira l'étape importante franchie par la Grande-Bretagne à la veille de la Pentecôte ?

A une majorité substantielle, la Chambre des Communes avait donné à M. Wilson son accord sur la candidature britannique au Marché commun. Une semaine après, c'était la conférence de presse que l'on sait et tout semble, une fois de plus, remis en cause.

Quelles que soient maintenant les chances d'intégration du Royaume-Uni, on peut à juste titre se poser plusieurs questions.

La majorité à la Chambre des Communes reflète-t-elle l'opinion britannique ? Un sondage, datant de novembre dernier, avait fait apparaître que deux tiers des Britanniques étaient favorables à l'entrée dans le Marché commun, mais que le pourcentage était réduit à 54 % parmi les ouvriers. En fait, dans les conversations que nous avons pu avoir à Londres quelques jours après le vote des Communes, nous avons été étonné de constater que rarement nos interlocuteurs britanniques ont eux-mêmes abordé le sujet du Marché commun. On peut comprendre qu'après avoir été échaudés une première fois par les soins du général de Gaulle, les Britanniques ne se soient pas sentis enthousiastes à la perspective de s'exposer à un second réquisitoire. Ce qu'ils craignaient est arrivé. Quel pourcentage donnerait maintenant un second sondage ?

Jusqu'où va la sincérité de M. Wilson ? A ce sujet, nous avons trouvé en Grande-Bretagne de nombreuses voix pour déclarer suspecte la rapide conversion de M. Wilson au Marché commun. Nous avons même entendu un député conservateur qualifier les démarches du premier ministre de « bluff » ne servant finalement qu'à masquer une volonté de dépendance plus grande encore à l'égard des Etats-Unis. L'avenir dira ce qu'il en est, mais il est vrai que l'attitude des Britanniques lors de la grande confrontation tarifaire du « Kennedy Round » à Genève n'a pas paru aller dans le sens d'une collaboration plus étroite avec les « Six ».

Doit-on toujours laisser l'initiative au général de Gaulle ? Déjà en 1963, la tentative de rapprochement engagée par le gouvernement conservateur n'avait pu dépasser le veto d'un seul interlocuteur. Pourquoi les « Six » ont-ils cette année laissé le chef de ce même Etat, quelle que soit sa place sur l'échiquier européen, répondre le premier ? Il est vrai que les res-

ponsables du Marché commun en ces jours de Pentecôte avaient d'autres soucis avec le « Kennedy Round » et qu'on ne peut se battre sur tous les fronts à la fois. Mais on aurait aimé entendre en tout cas, avant le 16 mai, la voix des autres partenaires.

Une autre question nous paraît importante : en entrant dans la CEE, la Grande-Bretagne verrait-elle se renforcer ou s'affaiblir son sens de responsabilité à l'égard du monde extérieur ?

La Grande-Bretagne a encore de nombreux engagements dans diverses régions du monde. Or c'est précisément un des facteurs qui gênent le général de Gaulle. Il est vrai qu'il y a diverses sortes d'engagements. Le général n'a pas caché qu'il entendait voir la nouvelle candidate s'affranchir des obligations qu'elle a contractées d'une part envers l'Amérique en matière de défense notamment, d'autre part envers divers Etats à cause de la situation propre à la livre sterling. Il ne fait pas de doute que de Gaulle veut forcer la Grande-Bretagne à définir ses options fondamentales sur les plans politique et financier. Et on peut admettre que ces choix s'imposent de toutes façons.

Mais au moment où tant de Britanniques se font eux-mêmes les avocats d'une mini-Grande-Bretagne repliée sur elle-même, on peut craindre de voir l'intégration au Marché commun conduire la Grande-Bretagne à perdre l'esprit de solidarité dont elle a témoigné depuis longtemps à l'égard de toute une série de pays qu'elle a, avec souvent beaucoup de sagesse, su mener à l'indépendance.

La conférence de presse du président de la République aura certainement été humiliante pour beaucoup d'Anglais. L'insistance du général à ne voir des difficultés que de l'autre côté de la Manche a choqué beaucoup d'Européens. Il est difficile de croire que l'avenir de notre continent pourra se faire à coups de vexations. S'il est vrai que la Grande-Bretagne doit accomplir une « profonde transformation économique et politique », a-t-on le droit d'attendre simplement qu'elle l'opère toute seule ? En se confinant à une attitude d'exclusive, la France risquerait de décourager ceux-là mêmes qui, en Grande-Bretagne, sont les premiers à désirer la réforme de leur nation et le rapprochement avec l'Europe sur des bases saines et réalistes. Un effort concerté des « Six » pour hâter le processus d'ajustement de la Grande-Bretagne ne serait-il pas le moyen le plus efficace de franchir les « obstacles formidables » dont parlait le président de la République, comme d'ailleurs M. Wilson lui-même ?

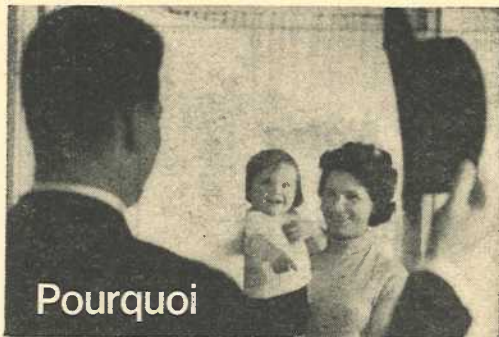
JEAN-JACQUES ODIER

CAUX OUVERT DÈS LE 3 JUIN

Rappelons que le centre de conférences du Réarmement moral sera ouvert dès le 3 juin jusqu'en automne. Le premier week-end, 3 et 4 juin, sera marqué par un grand rassemblement d'hommes venus de tous les horizons. Plusieurs ambassadeurs à Berne sont annoncés.

Les autres week-ends de juin seront particulièrement ouverts aux participants des conférences internationales de Genève.

Pour tous renseignements : tél. 021 61 42 41.



Pourquoi

800 000 familles suisses accueillent-elles aimablement cet homme lorsqu'il se présente à leur porte ? Pour une raison très simple, on peut faire confiance au conseiller JUST, car

depuis 35 ans

JUST vous apporte la qualité à domicile

et vous pouvez essayer nos produits chez vous. Votre conseiller JUST est un collaborateur choisi possédant une formation approfondie. Il est toujours correct, aimable, prêt à rendre service. Ses conseils sont appréciés de chacun. Il vous renseignera de façon très complète sur les soins de la peau et du corps comme sur l'entretien du ménage. Il mérite donc aussi votre confiance.

**L'homme au coup de chapeau poli
Annonce de JUST le bon produit !**



Fabrique de produits pour le ménage et les soins corporels
9428 Walzenhausen Tél. (071) 44 16 65



**Votre fournisseur
de
fenêtres normalisées**

**FABRIQUE DE FENÊTRES SA
6110 WOLHUSEN**

Tél. (041) 87 12 29

Stocks importants

*Café
de Paris*

A 50 mètres
de la
Gare Cornavin
GENÈVE

RUE DU MONT-BLANC 26

TÉL. 32 84 50

A. F. DUMONT

Spécialité d'entrecôtes

Avez-vous besoin d'une

Porte de garage ?

Dans ce cas, adressez-vous en toute confiance aux spécialistes

DONAX

qui vous proposeront la meilleure solution à votre problème

Plus de 8000 portes en service

MAX DONNER & C^{ie} SA

Constructions métalliques

2000 NEUCHÂTEL Tél. (038) 5 25 06

**Notre
enquête**



Photo Nestlé

Fruits de cacao à différents stades de développement.

Dans notre premier article, nous avons brièvement parlé des conditions difficiles de la culture du cacao, sujette à de très grandes variations qui amènent dans le commerce international une instabilité se doublant souvent de manœuvres spéculatives. En définitive, ce sont les pays producteurs qui en pâtissent le plus, car ils ne peuvent pas compter sur des revenus relativement stables de leur production cacaoyère pour financer leurs plans de développement. Nous continuons aujourd'hui notre enquête en rappelant d'où est venue cette prise de conscience d'un problème important de l'économie mondiale, problème qui pourrait être résolu, pour le plus grand bien de tous, producteurs et consommateurs.

Ainsi, en 1953, lors de la hausse des cours sur le marché mondial, la Suisse et la Belgique saisirent l'Office international du cacao, que présidait alors M. Cadbury, le grand chocolatier quaker d'Angleterre. Un congrès international se réunit à Amsterdam en 1955 — le premier qui s'occupa du problème du cacao sur un plan mondial. La question débattue était importante : il s'agissait de voir si les « marketing boards » étaient en droit de se retirer du marché international et — si oui — dans quelles conditions la matière première — le cacao — pouvait être mise à

II. - LE CACAO DANS LE MONDE - AU-DELA DES QUESTIONS ECONOMIQUES

- **Le monde entier — ou presque — veut régulariser le marché du cacao. Y parviendra-t-on ?**
- **Les questions importantes ne sont plus d'ordre économique mais d'ordre moral**

la disposition de tout le monde au juste prix. Un éminent juriste, le professeur Rollin, fut consulté ; il présenta devant le Congrès un avis de droit qui fit époque et dont l'argumentation permettait d'alerter et de saisir les Nations Unies. La question fut alors confiée à la FAO. Un « groupe d'étude du cacao » se réunit à Bruxelles. Puis diverses conférences eurent lieu à Ibadan, à Accra, à Montreux (1962), à Port of Spain, sur le détail desquelles il est inutile d'insister ici. Toutes contribuèrent à faire prendre conscience du problème et de la nécessité de le résoudre. Mais elles permirent aussi aux pays producteurs, devenus pays indépendants, de présenter des demandes totalement inacceptables par les pays consommateurs. On se rappelle notamment l'entrée en scène fracassante du délégué du Ghana qui, en 1963, exigea un prix minimum de 31,5 US cts par livre de cacao. Ses maladroresses et celles de ses collègues ne contribuèrent pas peu à braquer les pays consommateurs et à figer leurs positions. Néanmoins, ces conférences permirent d'examiner toute une série de mesures à prendre pour régulariser la production, constituer des stocks régulateurs qui permettraient de faire baisser les prix quand les cours monteraient trop haut, etc. Pourtant, la question essentielle dont tout dépend, celle des prix minima, resta sans réponse, certains pays désirant conserver toute leur liberté de manœuvre.

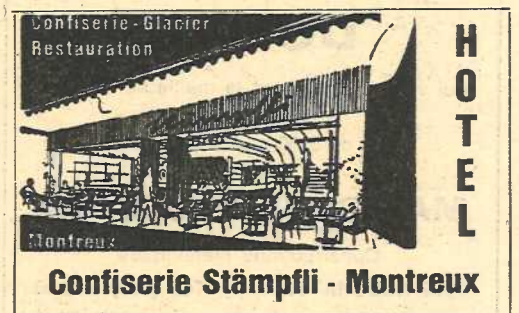
Malgré trois ans d'efforts, on aboutit à un échec

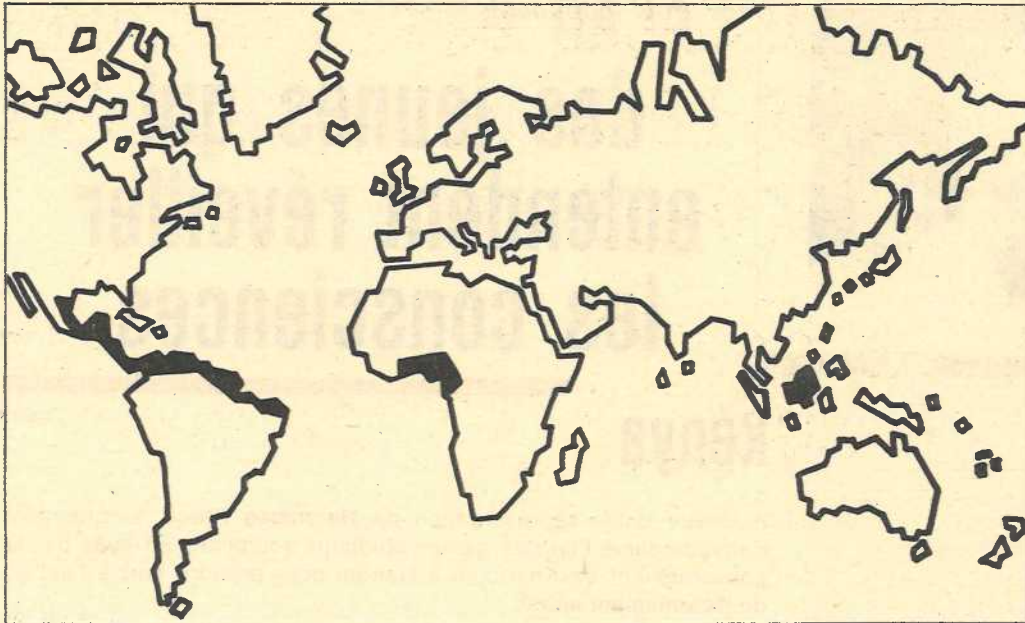
Malgré les échecs de la conférence de 1963, on n'abandonna pas tout espoir d'arriver à un accord. Sous l'impulsion de M. Prebisch, secrétaire général de l'UNCTAD, la question fut reprise dans un cadre nouveau qui rendait d'autres réunions possibles. Elles eurent lieu à New York et à Genève en 1966. Autour de la table de conférences se réunirent alors des délégations qui venaient évidemment dans un état d'esprit bien différent les unes des autres. Certains pays, comme la France, qui sont plus proches des réalités politiques et économiques des pays producteurs, adoptent une position de pointe et sont les premiers à réclamer un accord sur les prix. D'autres mettent en doute les résultats qu'aurait un accord ; ils espèrent qu'un équilibre s'établira naturellement dans le marché libre.

Entre ces deux positions, se trouvent les pays qui sont « prêts à faire quelque chose », mais sans s'engager trop loin sur le plan d'une réglementation du commerce international. Quant au délégué suisse, il a souligné lors de la première conférence que notre pays appuyait les démarches en vue de la conclusion d'un accord « pour assurer non seulement la prospérité de nos entreprises, mais aussi l'activité et le bien-être de ceux qui travaillent avec nous dans l'économie du cacao ».

En juin dernier, il eût fallu peu de chose pour réussir. Les pays producteurs avaient proposé une « fourchette de prix » minima de 20 à 22 US cts par livre, supérieur de 2 cents aux propositions présentées par la majorité des pays consommateurs. La France et la Suisse avaient alors rapidement accepté. Mais les Etats-Unis s'étaient obstinés à ne pas aller au-delà de 18 cents la livre. Le dernier jour de la conférence, ils arrivèrent avec une nouvelle proposition de 19 cents, dans un souci évident de replâtrage. Mais cette offre était assortie de nombreuses conditions que les producteurs ne purent accepter et la conférence s'ajourna *sine die*.

Pendant l'été qui suivit, M. Prebisch se rendit au Cameroun et eut de longues conversations avec les délégués de l'Alliance des pays producteurs, qui acceptèrent d'assouplir leurs exigences. On pensait qu'une nouvelle réunion à New York en décembre dernier permettrait, dans ces circonstances nouvelles, de parvenir enfin à un accord sur les prix de base. Hélas ! ce fut l'échec. On saisit mal les raisons qui ont poussé les Etats-Unis à refuser de signer un accord, alors que, politiquement, ils auraient eu là une magnifique chance de prouver aux pays producteurs qu'ils les traitaient sur un pied de parfaite égalité, en vrais partenaires.





Répartition de la production mondiale du cacao

	1964-1965	1965-1966
(en milliers de tonnes)		
Ghana	572	410
Nigeria	294	182
Côte d'Ivoire	145	112
Cameroun	90	77
Total Afrique	1177	855
Brésil	118	168
Equateur	48	35
Mexique	22	22
Total Amérique du Sud	251	283
Antilles	54	46
Asie et Océanie	32	29
Total mondial	1514	1213

Le vrai problème

Les adversaires d'un accord avancent le raisonnement suivant : les bénéfices que les pays producteurs retireraient d'un accord international de stabilisation sont évidents. Mais qui paierait les frais ? Ce serait, disent-ils, les pays consommateurs, c'est-à-dire l'industrie privée du chocolat et le consommateur individuel. Cette forme d'aide, affirment ceux qui s'opposent aux accords tout en reconnaissant que « quelque chose doit être fait », ne profiterait pas en définitive au producteur individuel ; ce serait les Etats producteurs qui recevraient tout, et le risque serait grand de les voir dépenser dans des investissements non productifs l'argent ainsi reçu.

Nous touchons là, croyons-nous, au fond du problème. Des réformes de structure sur le plan de la commercialisation internationale du cacao sont urgentes et nécessaires, pour les raisons économiques que nous avons démontrées. Mais elles n'atteindront pas leur vrai but, celui d'une justice plus grande pour les pays producteurs, sans un effort parallèle

de transformation des mobiles et de la mentalité des hommes. Les deux sont nécessaires et les deux doivent aller de pair.

Perspectives d'avenir

Au moment où nous écrivons ces lignes, les perspectives d'un accord sur les prix de base à payer au producteur de cacao sont redevenues quasiment nulles. Les négociateurs sont lassés des manœuvres dilatoires et des grands mots. Ils sont découragés.

Pourtant, la consommation du cacao va augmenter dans le monde. Qu'on prenne l'exemple de l'URSS. Actuellement, la plaque de chocolat y coûte l'équivalent de 10 francs suisses. Avec l'aide d'une maison italienne spécialisée dans les machines, une importante usine de chocolat vient d'y être construite. Le gouvernement soviétique veut faire passer la consommation de produits à base de cacao de 95.000 tonnes en 1965 à 350.000 tonnes dans 15 ans, et mettre ainsi le chocolat, aliment par excellence des pays froids, à la portée de toutes les bourses. Au Japon, la consom-

mation a triplé de 1960 à 1965. Elle a doublé dans l'Europe de l'Est et en Amérique du Sud, en Argentine, notamment. Les seuls pays où elle a baissé quelque peu sont la Belgique et l'Inde.

Mais la consommation mondiale suit une ligne ascendante. Que les pays producteurs soient encouragés dans leurs efforts, et l'avenir de l'économie du cacao dans le monde est assuré. Qu'ils soient découragés, et l'on verra au contraire de graves difficultés surgir pour tous ceux qui vivent de la précieuse fève. Un accord est donc indispensable ; il est dans la logique de notre siècle. C'est une question humaine qui nous concerne tous. Il ne faut pas abandonner si près du but.

Le seul moyen de sortir de l'impasse

Les délégués de l'Alliance des pays producteurs se sont réunis le mois dernier à Lagos pour tenter de présenter des propositions communes en vue de faciliter un accord. Il serait évidemment dans l'intérêt de tous d'y parvenir. La prochaine conférence mondiale de l'UNCTAD, qui doit se tenir à La Nouvelle Delhi au mois de septembre prochain, en fournirait le cadre solennel. Mais, d'ici-là, il faudra un changement d'attitude face aux objectifs communs que l'humanité doit poursuivre. On nous a clairement laissé entendre au Palais des Nations à Genève que, dans la situation présente, les questions importantes n'étaient plus d'ordre économique, mais d'ordre moral. Le facteur humain, une fois de plus, est au centre du tableau.

P.-E. DENTAN

FIN

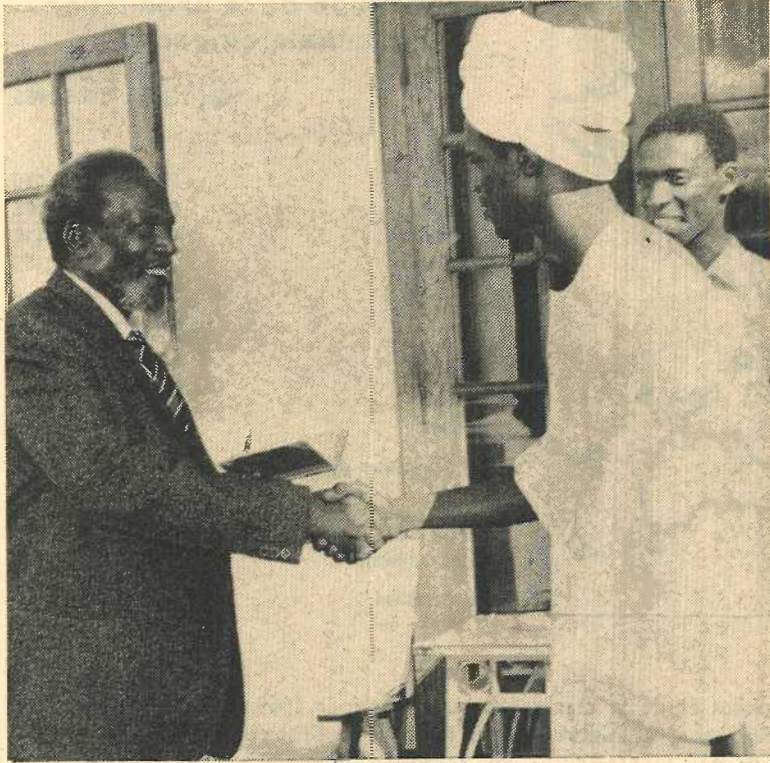
Ce que signifierait un accord international sur le cacao

1. Les paysans et les pays producteurs seront assurés d'un prix minimum situé entre 20 et 22 US cents par livre, suivant la qualité offerte.
2. Le prix maximum sera de 30 cents par livre.
3. Quand la demande excédera l'offre et que les cours dépasseront 30 cents, des stocks régulateurs d'une capacité d'au moins 250 000 tonnes déverseront sur le marché autant de cacao qu'il faudra pour faire baisser les prix et les ramener à un niveau normal.
4. Le financement à long terme des stocks régulateurs sera assuré par des accords entre toutes les parties intéressées.
5. Si la production de tel ou tel pays est excédentaire, elle sera achetée par un organisme central et transformée en denrées « à usages non conventionnels », c'est-à-dire en matières grasses diverses.
6. Les droits de douane à l'importation seront supprimés partout.
7. La qualité de la production sera contrôlée, en même temps que sera intensifiée la lutte contre les parasites et la vermine.

Alimentation - Droguerie

CH SECHAUD

Montreux



Dans trois continents

des jeunes qui entendent réveiller les consciences

kenya

A l'issue d'une représentation de **Harambee Africa**, le président Kenyatta salue l'un des quinze étudiants soudanais envoyés par le gouvernement de Khartoum à Nairobi pour prendre part à l'action du Réarmement moral.

Harambee Africa a été joué récemment devant le président Kenyatta dans la grande salle du palais présidentiel à Nairobi, en présence de trois de ses ministres, du procureur de la République et du maire de la capitale.

« Si la liberté a disparu dans certaines parties de l'Afrique, dit le président en remerciant les jeunes acteurs, la cause en est dans la désunion des dirigeants. Je suis heureux de voir que vous avez compris qu'il y a un prix à payer pour la liberté. Jamais nous ne la conserverons si nous ne payons pas ce prix... Il ne suffit pas seulement de parler du principe de l'amour, il faut y réfléchir profondément. On en parle dans toutes les religions, des livres ont été écrits à son sujet. Mais aimer son prochain comme soi-même est très difficile... »

« J'espère que par vos chants, vos danses et vos paroles vous pourrez convaincre beaucoup d'autres hommes. Agissez, mettez vos paroles en action et d'autres suivront votre exemple ; et ainsi nous ne perdrons pas notre liberté. »

HARAMBEE AFRICA a été filmé à Nairobi en couleurs, afin de pouvoir être montré dans toutes les parties du continent.



brésil

BRASILIA — Le président Costa e Silva a invité la troupe de **Sing Out Deutschland**, qui voyage actuellement dans son pays, à venir donner une série de représentations dans la capitale brésilienne. Les 190 jeunes qui forment cette troupe (dont 40 Brésiliens) ont été transportés par des appareils de l'aviation militaire et sont logés par la Municipalité, qui a mis des autocars à leur disposition. Les représentations ont eu lieu dans le « Teatro Nacional », qui est encore en construction. Les jeunes Allemands sont en tournée au Brésil depuis sept semaines.

Une des troupes américaines qui présente le spectacle musical **Sing Out** a récemment entrepris une tournée au Panama. Ne se contentant pas de donner leur « show » dans la capitale, ces cent cinquante jeunes ont parcouru des centaines de kilomètres pour se rendre dans les plantations de bananes et jouer devant les ouvriers qui y travaillent. On estime à plus de 100 000 le nombre des spectateurs venus les applaudir. « Aucun politicien n'a pu attirer les foules que vous avez eues », remarquait un commissaire de district de l'intérieur. Quant à un ecclésiastique de Bocas, ville située dans une île de la mer des Caraïbes, il disait : « C'est un véritable sermon en musique ! »

Le président du Panama, M. Marco Robles, a d'ailleurs tenu à remercier personnellement les jeunes Américains pour ce qu'ils avaient donné à son pays ; ils les ont reçus pendant une heure à sa résidence et a remis à leur directeur une haute décoration.

Les acteurs de « Sing Out » ont parcouru le Panama dans des wagons de bois, habituellement réservés au transport des bananes !

Reynolds

panama

